



TITRE DE POSTE : Responsable Protection

LIEU D'AFFECTATION : ZMPP.

DATE DE PUBLICATION : 05/09/2025

Date limite : 10/09/2025 à 17H00

À propos de COOPI – COOPERAZIONE INTERNAZIONALE

COOPI est une organisation non gouvernementale italienne, indépendante et laïque, engagée dans la lutte contre les injustices sociales et la pauvreté dans le Sud du monde et dans la construction d'un futur dans lequel soient garantis pour tous des bonnes conditions de vie, le respect des droits et la parité des opportunités. Depuis 1965, COOPI a réalisé plus de 600 projets de développement et interventions d'urgence dans 50 pays, employant plus de 30.000 opérateurs locaux et assurant un bénéfice direct à plus de 50 millions de personnes. En Afrique, en Amérique Latine, en Asie et dans l'Europe de l'Est, COOPI favorise l'accès à l'eau et le droit à la santé et à l'instruction des communautés les plus pauvres.

COOPI opère en Haïti depuis 2010, avec des interventions sur la protection, santé, nutrition, santé mentale, RRC, sécurité alimentaire et la promotion de la culture, avec un bureau de coordination à Petion-ville, un bureau opératif à Tabarre, un bureau opératif à Gonaïves et un bureau à Gros Morne.

LE POSTE

Le/la responsable de protection, sous la supervision du chargé de mise en œuvre, a la charge de l'évaluation des besoins en protection dans les sites, le suivi de mécanismes de protection, le suivi des cas, le suivi des cas référencés et le renforcement des capacités des acteurs locaux, dans le cadre du projet.

A/ PRESTATION DES SERVICES

- a1) Participer à l'évaluation initiale des besoins en protection dans les sites des déplacés du projet en collaboration avec l'équipe du projet.
- a2) Mettre en place les mécanismes de protection et son suivi
- a3) Faciliter les consultations des cas de protection en collaboration avec l'équipe santé et le psychologue à niveau des sites, en assurant la confidentialité.
- a4) Réaliser la prise en charge des cas de protection, avec des outils appropriés, en assurant l'appui économique
- a5) Effectuer le suivi de cas référenciés, en collaboration avec les structures de référencement
- a6/ S'assurer du retour en contre référencement.
- a7/ Faire le pont entre les sites et les structures de référencement.
- a8/ Organiser son travail sur les interventions mobiles : surveiller la ligne de flux des patients, et repérer les cas nécessitant une consultation prioritaire dans le cadre de la protection et VBG

B/ APPUI AUX RESSOURCES HUMAINES DE LA PROTECTION

- b1/ Identifier les besoins en formation en protection, pour les membres des équipes des cliniques mobiles
- b2/ Participer au renforcement des capacités des membres des centres de référencements
- b3/ S'assurer que les centres de référencements respectent la tarification convenue.

C/ INFORMATIONS / REPORTING ET SURVEILLANCE

- c1/ Faciliter l'intégration de la surveillance à base communautaire dans le réseau communautaire protection.

- c2/ Collecter, vérifier, centraliser, trianguler et transmettre chaque jour les données journalières du volet protection au chargé de mise en œuvre.
- c3/ Remplir le tableau de bord des indicateurs protection et VBG pour le projet
- c4/ Chaque mois, compiler les rapports journaliers des activités en protection et VBG du projet et les transmettre au chargé de mise en œuvre.
- c5/ Participer au Cluster protection et aux sous cluster protection de l'enfance et sous cluster VBG
- c6/ Compiler la matrice 5W des cluster protection enfance et VBG

D/ GESTION DES KITS POUR LES SURVIVANTS DE LA VIOLENCE LIEE AU SEXE

- d1/ Identifier les articles des kits pour les survivants de la violence liée au sexe
- d2/ Participer, avec le logisticien, aux appels d'offre pour l'achat des kits pour les survivants de la violence liée au sexe
- d3/ Réceptionner les kits et réaliser les inventaires des kits

Cette liste des tâches est non-exhaustive et peut être adaptée au besoin des activités sur demande des superviseurs directs.

QUALIFICATION MINIMALE ET CONNAISSANCES TRANSFERABLES

CONNAISSANCES ET QUALIFICATIONS :

- Etudes universitaires en sciences sociales, juridiques ;
- Expérience continue minimum de deux (02) ans dans un poste similaire ;
- Expérience au sein d'une ONG internationale est un plus.
- Connaissance du PSEA, de l'AAP et des principes humanitaires ;
- Être de nationalité haïtienne ;
- Bonne connaissance des procédures internes des ONG et des bailleurs de fonds ;
- Être de bonne moralité et ouvert(e) d'esprit ;
- Être minutieux et curieux ;
- Avoir un esprit de synthèse et d'analyse ;
- Être disposé (e) à travailler dans des situations de stress et à faire face à l'imprévu ;
- Être doté(e) d'un esprit d'équipe et d'une forte capacité d'adaptation ;
- Maîtrise du Français, et du créole, aussi bien à l'oral qu'à l'écrit ;
- Excellentes compétences d'utilisation de MS Office programmes et en particulier du tableau Excel ;
- Excellentes connaissances des outils comme Kobo ;
- Excellentes compétences d'utilisation de l'Internet et du courriel électronique ;
- Capacité à planifier, prioriser, accomplir et être capable de suivre plusieurs tâches à la fois ;
- Capacité de travailler dans une ambiance multiculturelle et sous pression ;

IV. DEPOTS DES DOSSIERS

Le dossier de candidature devra contenir :

- Un CV détaillé avec les références d'au moins trois personnes à contacter pour la vérification des expériences antérieures ;
- Une copie légalisée du Diplôme ;



- Une lettre de motivation adressée à la Coordination de COOPI en Haïti ;

Les dossiers y compris les attachements seront envoyés avec le sujet « **Responsable de protection** » au suivant adresse électronique : coord.haiti@coopi.org

NB : Seules les candidatures sélectionnées seront invitées pour un test écrit et après un entretien.

Les dossiers de candidature reçus restent à propriété de COOPI.